CELEBRATION DU 25ème ANNIVERSAIRE DE LA CIPD AU BURUNDI

UNFPA
Ensuring rights and choices for all since 1969

ICPD25
International Conference on Population and Development

1. *Célébration du 25ème anniversaire de la CIPD au Burundi*
2. *25 ans de la CIPD, qu'est ce qui a changé au Burundi ?*
3. *Accélérer la promesse faite il y a 25 ans, les médias burundais sont interpellés*
4. *Sensibilisation des jeunes sur les questions de population et développement grâce au football*
5. *2ème Forum des Jeunes vivant avec le VIH : Investir dans la Jeunesse une priorité pour UNFPA*

> *créer un monde où chaque grossesse est souhaitée, chaque accouchement est sécurisé et le potentiel de chaque jeune est réalisé.*
> *UNFPA*

> *Assurer les droits et les choix pour tous depuis 1969*
> *CIPD*

Célébration du 25ème anniversaire de la CIPD au Burundi

> *"J'avais une très mauvaise compagnie et mes deux grandes amies sont tombées précocement enceintes ; j'avais peur, je ne voulais pas vivre la même expérience", a déclaré* ***Noëlla Miburo****, une jeune fille de 19 ans vivant à Buye, dans la province de Ngozi (Nord du Burundi). "Je suis allée au centre de santé amis des jeunes de Buye à Ngozi ; j'y ai rencontré d'autres jeunes avec qui nous avons beaucoup appris sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes et sur l'importance pour la fille de rester à l'école aussi longtemps que possible ".*

Noëlla a témoigné lors de la célébration par le Burundi du 25e anniversaire de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) dans la province de Ngozi, sous le haut patronage de la Première Dame du Burundi, SE Denise Bucumi Nkurunziza. Selon Noëlla, un groupe de 28 jeunes qui sont devenus des pairs éducateurs a été formé au même centre de santé ami des jeunes de Buye pour partager leurs connaissances dans leur communauté mais aussi à l'école pour protéger les adolescents et les jeunes et les empêcher à compromettre leur avenir et leur potentiel par les mariages et / ou les grossesses précoces.

Noëlla Miburo *entrain de témoigner entourée d'autres jeunes pairs éducateurs*

Les témoignages n'ont pas été partagés uniquement par des jeunes. Une femme rétablie dans sa dignité par le traitement de la fistule obstétricale a également partagé son témoignage. Eugénie Niyonsaba est une femme de 41 ans qui s'est mariée à l'âge de 16 ans. Elle a souffert de fistule obstétricale pendant 15 ans.

> *" Pendant 15 ans, j'ai souffert de fistule obstétricale sans comprendre ce qui m'arrivait. Notre vie de couple a traversé le cauchemar pendant ces 15 années, mais mon mari a été d'un soutien indéfectible ", a déclaré* ***Eugénie.***

Son mari, Richard Barekayo, a témoigné de la douleur causée par le fait de voir sa femme rester tout le temps à l'écart, dans la douleur de la solitude due aux odeurs qu'elle dégageait.

" Nous sommes maintenant heureux parce que la fistule de ma femme a été traitée en 2016 ; c'était trop difficile pour nous tous mais maintenant, Dieu merci, c'est du passé ", a-t-il ajouté avec un grand sourire.

Eugénie Niyonsaba est l'une des 2716 femmes vivant avec une fistule obstétricale traitées au Burundi de 2010 à 2018. Elle a saisi cette occasion pour sensibiliser les filles à éviter de s'adonner aux mariages et/ou grossesses précoces. Elle a sensibilisé en même temps les couples à planifier l'accouchement des femmes dans les centres de santé, car la fistule obstétricale est traitable mais surtout évitable.

Représentation de haut niveau, messages forts partagés

A l'occasion du 25e anniversaire de la CIPD, des ministres, des députés, des sénateurs, des gouverneurs et d'autres cadres du Gouvernement, des représentants des agences des Nations Unies, dont le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi, ainsi que des gouverneurs de province, directeurs provinciaux de la santé, des jeunes, des habitants de Ngozi, des organisations de la société civile, etc. L'ambiance était là pour célébrer les grands progrès accomplis par le Burundi au cours des 25 dernières

Richard Barekayo

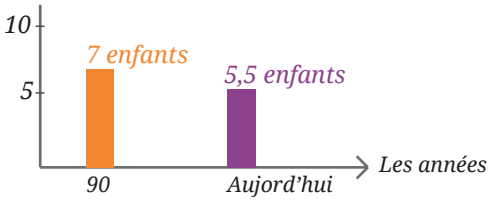
années, au rythme du tambour, des chansons et des danses folkloriques burundais centré sur les messages relatifs à la santé reproductive et à la planification familiale. Quasiment tous portaient les mêmes couleurs avec un même message de UNFPA « Assurez les droits et les choix pour tous », et ce en trois langues à savoir le kirundi, le français et l'anglais.

Les participants à la célébration de la @CIPD25

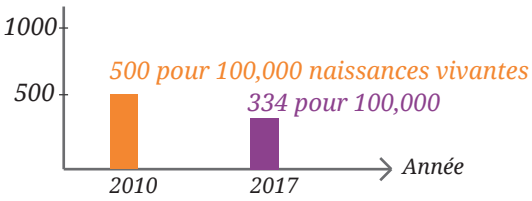
" Vingt-cinq ans après la Conférence du Caire, les changements sont visibles au Burundi ", a déclaré le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, M. Garry Conille.

En effet,

Le nombre moyen de naissances par femme



Le nombre de décès maternels a considérablement diminué ↓40%



En outre, 18% des femmes ont utilisé des méthodes modernes de contraception en 2010, contre 23% en 2017.

Grâce à ces progrès considérables et à l'accès à des services de planification familial, beaucoup de familles peuvent mieux planifier leur famille et espacer leurs enfants, comme en témoignent Nadine Sabushimike et Jean Paul Mugabonutwiwe, un couple avec trois enfants âgés de 12, 7 et 2 ans. Grâce à la planification familiale, ils peuvent assurer un meilleur avenir à leur progéniture.

*" Mon épouse et moi comprenons qu'il est très important de réfléchir au développement de la famille et à l'avenir de nos enfants. Grâce à la planification familiale, l'avenir de nos enfants est assuré, mon épouse est en bonne santé, autonome et ensemble nous ne craignons pas pour notre lendemain et nous sommes confiants quant à l'avenir de nos enfants ", a déclaré **Jean-Paul Mugabonutwiwe** aux côtés de sa femme **Nadine Sabushimike.***

Jean Paul entrain de témoigner sur les bienfaits de la Planification Familiale aux côtés de son épouse

Le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi, M. Garry Conille, a reconnu les réalisations remarquables de ces 25 dernières années, tout en soulignant qu'il restait encore beaucoup à faire pour honorer les engagements pris au Caire.

" De nombreuses femmes sont toujours privées de leurs droits en matière de santé reproductive. En effet, plus de 31% des femmes souhaiteraient éviter une grossesse mais n'ont pas accès à l'information et aux services liés à la contraception moderne ", a-t-il déclaré.

S'agissant de la jeunesse, il a ajouté que les jeunes constituent un potentiel de développement important s'ils sont formés, protégés et en bonne santé :

" En outre, la santé en matière de sexualité et de reproduction de la population, et en particulier des jeunes, est importante pour la réalisation des objectifs de développement durable et la récolte du dividende démographique ".

Déclaration politique de haut niveau et engagement en faveur de la planification familiale et de la santé des femmes et des adolescents.

Aborder les problèmes de population et de développement est une haute priorité au Burundi. Divers cadres de développement nationaux tels que le Plan de développement national 2018-2027, les objectifs de développement durable domestiqués, ainsi que diverses déclarations politiques, soulignent tous la nécessité de mieux gérer la population et le développement, de gérer le taux de fécondité élevé grâce à la planification familiale volontaire.

La Première Dame de la République du Burundi est un ardent défenseur du bien-être des femmes, des enfants, des adolescents et des jeunes. Elle est constamment sur le terrain dans les provinces, les

districts et les communautés pour mobiliser tous les acteurs, y compris les responsables administratifs, religieux, les jeunes et les femmes.

Reconnaissant ses efforts et son leadership, le Coordonnateur Résident accompagné par le Représentant Résident de UNFPA a saisi cette occasion pour donner à la Première Dame du Burundi un certificat d'honneur au nom du UNFPA pour sa contribution à l'Agenda de la CIPD à travers la mobilisation des responsables administratifs et religieux, des jeunes et des femmes autour de la planification familiale et de la santé maternelle.

Le Dr Thaddée Ndikumana, Ministre de la Santé publique et de la Lutte contre le VIH / SIDA, s'est félicité des progrès déjà accomplis grâce au soutien du Gouvernement et de ses partenaires et a ajouté qu'il était nécessaire de renforcer les capacités des agents de santé communautaires et la disponibilité des contraceptifs dans les établissements de santé. Le Ministre a également remercié la Première Dame, au nom de son ministère, pour son engagement indéfectible en faveur de la promotion de la planification familiale et de la santé maternelle et infantile.

Le Coordonnateur Résident (à gauche) et le Représentant Résident de UNFPA Burundi (à droite) donnant un certificat d'honneur à SE la Première Dame de la République du Burundi

Démographie galopante, un frein pour le développement du pays

" Plus besoin de démontrer que la population est une richesse pour un pays, mais cela devient un handicap lorsque sa croissance ne va pas de pair avec le développement ", a déclaré ***SE Mme Denise Bucumi Nkurunziza, Première Dame de la République du Burundi.***

Elle a noté les progrès considérables accomplis par le Burundi mais a souligné que cela restait un travail inachevé. Pour accélérer les progrès, elle a mis un accent sur la nécessité de la participation de tout le couple, mari et femme, à la promotion de la planification familiale. La Première Dame du Burundi est également revenue sur des séances de sensibilisation qu'elle a organisé à l'intention des responsables administratifs, des responsables de diverses confessions religieuses, des femmes, des hommes et de jeunes afin de les mobiliser sur la question très importante qu'est la santé reproductive pour parvenir au développement durable.

Elle a mis l'accent sur la responsabilité de chacun de soutenir et de promouvoir la santé maternelle, néonatale et infantile et la planification familiale. La Première Dame a saisi cette occasion pour inviter:

a) les parlementaires à se rendre dans leur circonscription vers la population qui les a élus pour les sensibiliser à l'importance de la planification familiale;

b) les médias à faire plus de programmes à ce sujet;

c) les parents à dialoguer avec leurs enfants dès le plus jeune âge pour lutter contre les mariages précoces mais aussi contre les grossesses non planifiées et les violences basées sur le genre.

Reconnaissance des champions

Cette célébration de 25 ans de la CIPD a également été une occasion de féliciter et d'encourager les champions dans divers domaines du Programme d'action de la CIPD, en particulier

a) la promotion de la planification familiale,

b) le mentorat des jeunes,

c) la promotion de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes et la lutte contre les violences basées sur le genre. Par exemple, les établissements de santé, les centres d'aide aux victimes de violence basées sur le genre et les champions individuels de la promotion de la planification familiale, de la santé maternelle, de l'éducation des jeunes et de la lutte contre les violences basées sur le genre ont reçu un certificat de reconnaissance.

Les champions en compagnie des autorités après réception de leurs certificats et prix

Il convient de noter que cette célébration du 25ème anniversaire faisait partie de la mise en œuvre de la feuille de route que le Gouvernement du Burundi et le UNFPA se sont convenus de préparer pour le sommet de Nairobi des 12 et 14 novembre 2019, où le même événement sera célébré au niveau global.

Plus tôt en juin, les parlementaires burundais ont examiné le rapport national de la CIPD25 et formulé une recommandation en 10 points ainsi qu'un engagement à accélérer les progrès.

25 ans de la CIPD, qu'est ce qui a changé au Burundi?

Le Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA, a organisé avec le Parlement du Burundi une Conférence-débat pour analyser la mise en œuvre des engagements du Burundi lors de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD).

Cette activité s'est déroulée du 20 au 21 juin 2019 dans la province de Ngozi, dans le nord du Burundi, dans le but de faire le point sur les progrès réalisés pour faire progresser les droits et les choix pour tous et de réaffirmer l'engagement pris de réaliser l'accélération de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) au titre de l'Agenda 2030.

Parlementaires présents dans l'atelier

> *" Je suis heureux de mentionner que la situation au Burundi s'est sensiblement améliorée ", a déclaré le Représentant Résident du UNFPA au Burundi.*

En effet, le nombre moyen de naissances par femme est passé de 7 dans les années 1980 à 5,5 aujourd'hui et le nombre de décès maternels évitables de 500 pour 100 000 de près de 40% les naissances vivantes en 2010, contre 334 en 2017. De plus, 18% des femmes ont utilisé des méthodes modernes de contraception en 2010, contre 23% en 2017. Malgré cette évo-

lution assez nette, les chiffres restent inquiétants comme indiqué par Dr Richmond Tiemoko:

> *" De nombreuses femmes sont toujours privées de leurs droits en matière de santé reproductive. En effet, plus de 31% des femmes souhaiteraient éviter une grossesse mais n'ont pas accès à l'information et aux services liés à la contraception moderne ", renchérit-il.*

À ses côtés, l'honorable **Jocky Chantal Nkurunziza**, deuxième Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale, a réitéré, au nom du Parlement burundais, son engagement à investir davantage dans la promotion de la planification familiale au Burundi.

> *" En tant que représentants de la population burundaise, nous allons sensibiliser et encourager la population à la planification familiale à travers plusieurs visites sur le terrain ", a-t-elle ajouté.*

De droite vers la gauche : Le Représentant Résident UNFPA, La deuxième Cice-Présidente de l'Assemblée Nationale et le Gouverneur de la Province de Ngozi

Des témoignages rassurants et motivants pour les parlementaires

Devant les parlementaires, certains couples ont témoigné sur les avantages de la planification familiale. Des témoignages captivants. Entre autres, le couple **Francine Irankunda** et **Jean Claude Niyongabo**.

Un couple de la municipalité de Mwumba, tous deux issus de familles aux prises avec de nombreux problèmes, conséquence du grand nombre d'enfants. Dans la famille de Francine, ils ont 9 enfants. Dans la famille de son mari, ils ont 11 enfants. Dans la famille de Francine Irankunda, aucun enfant n'est allé à l'école. De même dans la famille de son mari. Leurs familles sont pauvres. Suite à ces problèmes, Francine sera mariée, malgré elle, à 17 ans. Elle ne l'oubliera jamais, témoigne-t-elle. Avec Jean Claude, ils se sont convenus de n'avoir que deux enfants. Et à 23 ans, elle a déjà ses deux enfants. Le couple a confié avoir décidé de ne pas en avoir d'autres. "***Nous ne garderons que les deux***", a déclaré le mari. "***Nous voulons assurer un meilleur avenir à nos enfants***", a ajouté la femme.

Un autre témoignage a ému les parlementaires. L'histoire d'Anesie et de son mari Emile. Anesie était atteinte de **fistule obstétricale**. Après deux longues années de maladie, Emile, son mari, l'abandonna et épousa une autre femme. Mais par la suite, sa fistule obstétricale sera traitée et elle est rentrée chez elle. Son mari l'a ramenée à la maison et a maintenant abandonné la deuxième épouse, regrettant de ne pas avoir pu rester aux côtés de sa femme au moment où elle avait le plus besoin de lui. Actuellement, le couple vit dans une totale harmonie. Anésie et Emile n'ont pas manqué de témoigner que la fistule obstétricale est évitable et guérissable. En outre, ils conseillent aux femmes de ne pas accoucher en dehors des centres de santé et de ne pas se marier avant l'âge requis.

" La plupart des victimes de la fistule obstétricale que j'ai rencontrées étaient soit à cause d'une grossesse précoce, soit suite à un accouchement à domicile ", a déclaré Anesie.

Au terme de cette conférence-débat, les parlementaires burundais ont identifié certaines actions à considérer comme des priorités du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de ses engagements vis-à-vis de la CIPD.

Ces priorités ont été regroupées sous cinq (5) thématiques à savoir:

(i) Droits et égalité des sexes, **(ii)** Santé, **(iii)** Mobilité, **(iv)** Gouvernance et **(v)** Données.

Dix recommandations ont été émises par les Parlementaires

1. Faire une analyse approfondie des priorités dégagées pour les inclure dans le plan pluriannuel du Parlement
2. Faire des échanges d'expérience avec les autres pays d'Afrique et d'Asie qui ont réussi à maitriser la croissance de la population pour la capture du dividende démographique
3. Encourager les hommes à utiliser les méthodes contraceptives et les accompagner.
4. Augmenter l'âge légal matrimonial de 21 ans à 23 ans pour l'homme et de 18 ans à 21 ans pour la femme.
5. Accorder des avantages aux couples qui ont fait des efforts pour planifier les naissances et les réduire pour les ménages qui n'y adhèrent pas
6. Intégrer le cours de planification familiale dans les écoles
7. Encourager les représentants des confessions religieuses à organiser des croisades de prières œcuméniques dans lesquelles les thèmes de bien-être et de croissances démographiques seraient développés.
8. Encadrer la jeunesse en vue de tire profit de la croissance démographique sur le plan de la main d'œuvre
9. Encourager l'éducation traditionnelle responsable en faveur d'une limitation des naissances : éviter que la population croisse rapidement si la terre n'est pas extensible, éducation, en famille
10. Lutter contre le mariage précoce et la polygamie

Les défis démographiques au Burundi, au centre des échanges à haut niveau

Le vendredi 11 Octobre 2019, un atelier de haut niveau sur les défis démographiques au Burundi a été organisé par le Ministère de l'Intérieur en collaboration avec le Fonds des Nations pour la Population (UNFPA), sous le haut patronage de Son Excellence le Premier Vice-Président de la République. Des Ministres et autres Hauts Cadres de l'Etat étaient présents à cet atelier et des gouverneurs de provinces y étaient également.

L'objectif de cet atelier était d'évaluer les étapes déjà franchies face à la question de la démographie galopante au Burundi mais aussi une bonne occasion de prendre des orientations qui permettront d'avancer de manière positive pour trouver des solutions à ces défis comme l'a déclaré SE Gaston Sindimwo, le 1er Vice-Président de la République.

L'indice synthétique de fécondité au Burundi s'élève à

5.5 **enfants par femme**

au moment où **l'âge médian** est de

17 **ans**

tandis que la **densité humaine** est de

475 **hab/km²**

avec une **prévalence contraceptive** chez les femmes en union de

29% **toutes méthodes**

Selon le 1er Vice-Président de la République, il faut absolument réduire l'accroissement spectaculaire des naissances du moment qu'il a un impact négatif sur le bénéfice du dividende démographique.

" Une population de 25 ans qui représente 60% de la population peut constituer un espoir mais aussi une bombe à retardement. En 2050, cette population pourra atteindre 22 millions si rien n'est fait pour maitriser la fécondité, et cela va constituer une entrave sur l'atteinte des Objectifs Durables de Développement pour un pays à ressources limitées ", s'exprime SE Gaston Sindimwo, 1er Vice-Président de la République.

Quant à Dr Richmond Tiemoko, Représentant Résident de UNFPA, il a émis son souhait de voir le Burundi s'engager d'avantage pour parvenir à un accès universel à la santé sexuelle et reproductive dans le cadre de la Couverture Sanitaire Universelle, mais aussi de voir le Burundi arriver à zéro besoin non satisfait en informations et services de planification familiale, ainsi que la disponibilité universelle de contraceptifs modernes de qualité et abordables ; à zéro décès maternel évitable et la morbidité maternelle en intégrant le paquet essentiel de services de santé sexuelle et reproductive dans les stratégies, les politiques et les programmes nationaux ; à garantir aux jeunes l'accès à l'information, à l'éducation et aux services afin qu'ils puissent faire des choix éclairés en matière de sexualité et de reproduction et à œuvrer pour l'élimination jusqu'à zéro de toute violence fondée sur le sexe et pratiques néfastes.

SE Gaston Sindimwo, 1er Vice-Président de la République du Burundi (à gauche) et Dr Richmond Tiemoko, Représentant Résident de UNFPA (à droite)

Pendant ce même atelier de haut niveau, des présentations ont été faites. Dr Juma Ndereye, Directeur du Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR) a fait un exposé sur l'état des lieux de la santé de la reproduction au Burundi et des défis qui persistent. Quant à Pierre Claver Kayiro, cadre de l'ISTEEBU, il a exposé sur la pression démographique et les conséquences que cela peut engendrer en mettant un accent sur le fait que la population soit majoritairement jeune et que cela a ses conséquences si rien n'est fait pour investir dans cette jeunesse et maitriser la démographie galopante. En effet, 65% de la population est jeune sans aucune production. Il a été aussi question d'échanger sur les engagements du Burundi pour le sommet de Naïrobi.

DES RECOMMANDATIONS ONT ETE PARTAGEES PAR LES PARTICIPANTS A CET ATELIER DE HAUT NIVEAU (EN ENCADRE):

01 Réaliser un meilleur équilibre entre l'accroissement de la population et celle de la production des biens et services destinés à la satisfaction des besoins essentiels de tous les habitants du Burundi ;

02 Développer une synergie d'action entre acteurs en rapport avec la question en question, par la coopération et non la confrontation.

03 Sensibiliser la population sur le libre choix éclairé en matière de la P.F en mariant politique et droits humains.

04 Intensifier et développer des messages en rapport avec la P.F au bon moment, surtout lors de la préparation des couples au mariage.

05 Développer des stratégies sectorielles par rapport aux défis démographiques identifiés.

06

Redynamiser le programme d'éducation et de sensibilisation aux futurs couples, contenu dans le livret de Famille surtout en Mairie de Bujumbura

07

Insister sur l'éradication des grossesses non désirés en milieu scolaire au niveau des engagements du Gouvernement lors du Sommet de Nairobi.

08

Intensifier les actions de sensibilisation des parents à la scolarisation des filles et relever le niveau de l'éducation de la fille et promouvoir l'orientation des filles dans les filières de formation de longue durée et faire avancer l'âge au mariage voire poser certaines conditions pour le mariage

09

Mener des études sectorielles région par région par rapport aux comportements démographiques.

10

Précisons que cet atelier de haut niveau s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route sur laquelle le Gouvernement et UNFPA se sont convenus pour préparer le Sommet de Nairobi du 12 au 14 Novembre 2019.

Accélérer la promesse faite il y a 25 ans, les médias burundais sont interpellés

Le Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA a organisé en partenariat avec le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR) du Ministère de la Santé Publique un atelier de formation et d'information pour 50 journalistes de télévision, de radio y compris communautaire, de presse écrite et de journal en ligne. Cet atelier a été organisé à Bujumbura du 09 au 10 juillet 2019.

Des thématiques autour de la Santé Reproductive/ Planification Familiale, du Dividende démographique et de la Santé Sexuelle Reproductive des Adolescents et Jeunes, sans oublier la lutte contre les violences basées sur le genre ont été exposées. Ceci c'était pour que les journalistes puissent porter leur voix encore plus loin autour de ces sujets importants pour l'épanouissement des familles et le développement du pays. En outre, il a été question de parler de deux anniversaires importants à savoir les 50 ans de UNFPA et les 25 ans de la CIPD. Quels ont été les progrès, forces et faiblesses durant toutes ces années ? Ces questions ont été aussi sujet d'exposés pour en même temps souligner le rôle de ces médias afin d'accélérer la promesse faite il y'a 25 ans de faire progresser la santé et les droits de la femme lors de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement.

Des journalistes présents dans l'atelier

Dans le même atelier, les journalistes de la presse écrite et des médias audiovisuels qui étaient présents ont eu à poser des questions et à échanger sur des actions à prendre dans leurs différents reportages et émissions pour mieux relayer les connaissances qu'ils venaient d'acquérir afin que la population burundaise se trouvant dans tous les coins du pays soient mieux informés et sensibilisés sur les questions de population et de développement.

En effet, les résultats de la dernière enquête démographique de Santé de 2016-2017 révèlent que 8 % des adolescentes ont déjà commencé leur vie procréative ; 6 % d'entre elles ont eu au moins un enfant et 2 % sont enceintes du premier enfant.

Les 3 zéros

Le rôle des médias est donc primordial pour atteindre les trois résultats transformateurs traduits en trois zéros à savoir:

« zéro décès maternels évitables »,
« zéro besoin non satisfait en planification familiale » et
« zéro violence basée sur le genre »

comme compris par les différents participants à l'unanimité.

Le Représentant Résident Dr Richmond Tiemoko s'entretient avec les journalistes à la clôture dudit atelier

" El est plus que nécessaire que les jeunes soient informés sur les comportements à risques et qu'ils aient un accès facile aux services adaptés de santé sexuelle et reproductive de qualité. UNFPA y est engagé en collaboration avec ses partenaires. Mais nous n'y arriverons pas seuls, les médias ont un rôle crucial à jouer ", interpelle ***le Représentant Résident de UNFPA, Dr Richmond Tiemoko.***

En effet une conférence de presse avec le Représentant Résident de UNFPA a clôturé cet atelier médias de 2 jours où il a remercié ces journalistes pour le rôle qu'ils ont déjà joué tout en les invitant à redoubler de motivation et d'effort afin qu'aucune autre femme ne meure en donnant la vie et que les adolescentes et les jeunes soient à l'école, et non à la maternité. Il n'a pas manqué de rappeler que le Burundi a fait beaucoup de progrès à saluer mais il reste encore beaucoup de travail à faire en impliquant tous les partenaires dont les médias.

5

Sensibilisation des jeunes sur les questions de population et développement grâce au football

La Coupe d'Afrique des Nations de football édition 2019 qui s'est déroulée du 21 Juin au 19 Juillet 2019 en Egypte, a vu la participation de l'Equipe Nationale du Burundi, les Hirondelles pour la première fois. Cet évènement a coïncidé avec l'année de célébration des 50 ans du Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA, ainsi que de la célébration des 25 ans de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD).

Pendant cette coupe d'Afrique des Nations, UNFPA a projeté sur grand écran tous les matchs de l'équipe nationale du Burundi à Bujumbura précisément au Centre Jeunes Kamenge et à Buyenzi ainsi que dans les provinces de Ngozi, Gitega et Rumonge. La projection a regroupé des milliers de personnes dont une majorité de jeunes. C'était une excellente opportunité pour sensibiliser la population en général et les jeunes en particulier sur les questions en rapport avec la santé sexuelle et reproductive, la lutte contre le VIH, la lutte contre les Violences basées sur le Genre, la Cohésion sociale et la consolidation de la paix et ce, à travers des jeux questions/réponses. Des prix ont été offerts aux gagnants à ces jeux organisés autour des différentes thematiques.

Un partenariat réussi pour le bien-être de la jeunesse Burundaise

UNFPA a organisé la projection de ces matches en collaboration avec les Ministères en charge de l'intérieur et de la jeunesse ainsi que des partenaires comme ABUBEF, COPED et Croix Rouge du Burundi. Durant ces projections, en plus des concours de jeux questions/réponses qui ont été organisés, il a été parallèlement déployé des cliniques mobiles sur les sites de projection pour l'offre de services de SR/PF mais aussi des services de prévention et dépistage du VIH.

Ainsi, après la projection des matchs qui se sont déroulés, le 22juin 2019 pour le match Burundi-Nigéria, le 27 Juin 2019 pour le match Burundi-Guinée ainsi que le 30 juin 2019 lors du match Burundi-Madagascar, les résultats suivant ont été obtenus :

- *15500 personnes ont été sensibilisées sur les thématiques SR/FP, VIH, VBG, et Cohésion sociale.*
- *382 personnes ont reçu un counseling et/ou dépistage volontaire du VIH dans les cliniques mobiles.*
- *157 Femmes ont reçu des méthodes contraceptives modernes auprès des prestataires de soins déployés avec les cliniques mobiles.*
- *Plus 31000 personnes ont été touchés par les messages via le compte twitter du bureau de UNFPA Burundi.*
- *Plus de 91000 ont été exposées aux messages publiés par les médias sociaux*

2ème Forum des Jeunes vivant avec le VIH : Investir dans la Jeunesse une priorité pour UNFPA

Du 04 au 05 septembre 2019, le Réseau National des Jeunes vivant avec le VIH (RNJ+) a organisé en province de Gitega le 2ème Forum National des jeunes vivant avec le VIH et autour de 250 jeunes venus de toutes les provinces du Burundi avaient répondu présents à ce Forum.

Le RNJ + avec à ses côtés le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ; l'ONUSIDA et le Ministère en charge de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a organisé ce forum pour dire encore une fois à tout un chacun que les jeunes vivant avec le VIH doivent jouir de leurs droits comme tous les autres jeunes.

" J'ai abandonné l'école car j'étais stigmatisée parce que je suis séropositive ", témoigne une jeune fille vivant avec le VIH. Larmes aux yeux elle continue : *" Mon statut de porteur de VIH a été très rapidement connu dans ma communauté. A l'école dans les temps libres les élèves ou même les professeurs me pointaient du doigt que j'étais malade qu'il fallait m'éviter. D'autres élèves écrivaient mon nom au tableau en y ajoutant que j'ai le VIH Sida. Cela m'a tellement brisée le cœur que j'ai fini par abandonner l'école, pourtant j'aurais aimé continuer mes études comme tous les autres enfants "*.

Une autre jeune fille a partagé un témoignage poignant. Orpheline, sa tante a spolié tout son héritage : *" Je n'avais que ma tante pour m'élever après la mort des parents, mais elle a spolié mon héritage vendant le champ que mes parents m'avaient laissé. Quand je lui ai posé la question, elle m'a répondu que je n'avais même pas à lui poser cette question car j'allais mourir bientôt. En plus, elle disait à tous ses enfants et ceux du voisinage d'aller loin de moi pour que je ne les contamine pas "*.

" C'est inadmissible qu'au Burundi des adolescent(e)s et des jeunes abandonnent encore l'école car stigmatisés pour être atteints du VIH, d'autres se font enfermés chez eux par leur famille pour la même raison, c'est inacceptable ", s'insurge le Représentant Légal de RNJ+, Fabien Ndikuriyo.

Pour **Dr Richmond Tiemoko, Représentant Résident de UNFPA**, avec un soutien approprié, les jeunes vivant avec ou sans VIH sont les principaux acteurs de la CIPD. Ils doivent ensuite exploiter leurs droits et leurs choix pour atteindre les objectifs de développement durable. Un accompagnement des adolescents et des jeunes s'impose car ils sont le meilleur avenir pour la nation.

Face à cette situation, Joselyne Nsanzerugeze, secrétaire permanent au ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida invite les parents, les éducateurs, les élèves et la population en général à considérer et à traiter les jeunes porteurs du VIH comme tout le monde car ils jouissent des mêmes droits que les autres êtres humains. Plus particulièrement, elle invite les prestataires de soins à traiter les jeunes vivant avec le VIH /Sida comme les autres.

" Ce sont des bénéficiaires de soins de santé comme les autres. Ils ont le droit de se faire soigner comme les autres. Le prestataire de soins qui ne le fais pas lors de l'octroi des soins viole l'éthique et la déontologie médicale et mérite une sanction une fois attrapée", indique Nsanzerugeze.

Et d'ajouter que les prestataires de soins ont besoin de séances de sensibilisation et de renforcement des capacités pour inverser la tendance. Selon elle, le jeune vivant avec le VIH/Sida a besoin de jouir de ses droits.

La Secrétaire permanent au Ministère en charge de la Santé, Dr Joselyne Nsanzerugeze et le Représentant Résident de UNFPA, Dr Richmond Tiemoko

Selon l'Enquête EDSB-III 2016-2017, les jeunes du Burundi sont plus affectés par le VIH que la population générale. Le taux de séroprévalence du VIH dans la population générale est de 0.9%, dont 1.2% chez les Femmes contre 0.6% chez les Hommes alors que chez les jeunes, la séroprévalence reste très élevée pour la tranche d'âge de 15 à 24 ans, soit 4.5%.

Concernant la connaissance des moyens de prévention du VIH/SIDA, selon le même rapport, les jeunes filles de 15-19 ans sont informées à 46 ,3% contre 50,2% chez les jeunes garçons du même âge. Parallèlement, plus de la moitié 54,9% des filles et des garçons adolescents plus de deux partenaires sexuels.

REPRESENTATION DE UNFPA AU BURUNDI

UNFPA

Ensuring rights and choices for all **since 1969**

ICPD25

International Conference on Population and Development

burundi.unfpa.org

facebook.com/unfpaburundiCO

twitter.com/unfpaburundi

youtube.com/user/unfpabi

Célébration du

25ème

Anniversaire